

**Art. 3.** In artikel 6, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "vijftien dagen" vervangen door de woorden "één maand".

**Art. 4.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de §§ 4 en 5, luidend als volgt :

"§ 4. De aanwijzingen van de gewone en plaatsvervangende leden van de Autoriteit worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 5. De gewone en plaatsvervangende leden van de Autoriteit oefenen hun mandaat in alle onafhankelijkheid en onpartijdigheid ten opzichte van de luchthavenbeheerders en luchtvervoerders uit. De gewone en plaatsvervangende leden van de Autoriteit zien ervan af, een al dan niet bezoldigde activiteit voor luchthavenbeheerders, voor de SOWAER of voor luchtvervoerders tijdens de duur van hun mandaat uit te oefenen."

**Art. 5.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"De Autoriteit zetelt bij het administratief centrum van de Waalse Overheidsdienst (CAP-Nord), boulevard du Nord 8, B-5000 Namen."

**Art. 6.** In artikel 12, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "vijftien dagen" vervangen door de woorden "één maand".

**Art. 7.** In artikel 13, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "tien dagen" vervangen door de woorden "twintig dagen".

**Art. 8.** De Minister van Luchthavens is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 29 januari 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening,  
Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/200574]

**29 JANVIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 107, § 3, point c, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les plafonds d'aides fixés conformément aux lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2014-2020**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites et moyennes entreprises;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 décembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 décembre 2014;

Vu le rapport du 15 décembre 2014 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 56.948/2, donné le 19 janvier 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le Gouvernement wallon entend utiliser, conformément à l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, son pouvoir général d'exécution permettant de fonder, d'une part, en ce qui concerne le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, le pouvoir de définir les zones de développement (voir l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté) et, d'autre part, en ce qui concerne le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, le pouvoir de fixer les plafonds d'aides (voir l'article 2 du présent arrêté);

Considérant les lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2014-2020, J.O.U.E., n° C 209/01, 23 juillet 2013;

Considérant la décision de la Commission européenne du 16 septembre 2014 approuvant la carte des aides à finalité régionale de la Belgique pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet 2014 et le 31 décembre 2020;

Considérant qu'il est fondamental d'assurer, après le 30 juin 2014, la continuité dans l'octroi des aides à l'investissement à finalité régionale et de conférer une base légale aux demandes d'aides introduites dès le 1<sup>er</sup> juillet 2014 afin de garantir ainsi la sécurité juridique;

Qu'en l'absence de pareille base légale, il y aurait lieu de considérer que toutes les demandes introduites à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014 jusqu'à l'adoption de l'arrêté déterminant les zones de développement devraient être réintroduites;

Que le principe de l'effet incitatif, consacré par l'article 6 du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité, doit s'apprécier à la date d'introduction de la demande d'aide;

Que, dès lors, si la demande devait s'avérer dépourvue de base légale, l'effet incitatif ne pourrait plus, le cas échéant, être justifié par les entreprises demanderesse dès lors qu'elles seraient contraintes de réintroduire une demande à la suite de l'adoption ultérieure de l'arrêté leur conférant une base légale;

Qu'une demande d'aide n'implique en aucun cas un droit acquis à l'aide;

Que la nouvelle carte 2014-2020 s'inscrit dans la prolongation de la carte 2007-2013, la sélection des communes éligibles ayant été opérée au départ des zones actuellement couvertes et que la politique d'aides à finalité régionale est une des lignes de force du Plan Marshall 2022, de telle sorte que la cohérence entre ces différentes politiques a été prise en considération;

Qu'une suspension du régime d'aide à finalité régionale serait préjudiciable à la réalisation des objectifs de ces politiques et que, dès lors, toutes les mesures visant à éviter cette suspension doivent être mises en œuvre;

Que, au vu de ce qui précède, il importe que la réglementation wallonne rétroagisse au 1<sup>er</sup> juillet 2014;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont reconnues comme zones de développement au titre de l'article 107, § 3, point c, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les villes et communes suivantes situées :

1° en province du Hainaut : Aiseau-Presles, Anderlues, Antoing, Ath, Beaumont, Belœil, Bernissart, Binche, Bousu, Braine-le-Comte, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Châtelet, Chièvres, Chimay, Colfontaine, Comines-Warнетon, Courcelles, Dour, Ecaussinnes, Ellezelles, Enghien, Erquelines, Estaimpuis, Estinnes, Farciennes, Fleurus, Flobecq, Fontaine-l'Évêque, Frameries, Frasnes-lez-Anvaing, Froidchapelle, Gerpennes, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Le Rœulx, Lens, Les Bons Villers, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Lobbes, Manage, Merbes-le-Château, Momignies, Mons, Mont-de-l'Enclus, Montigny-le-Tilleul, Morlanwelz, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Pont-à-Celles, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Rumes, Saint-Ghislain, Seneffe, Sillery, Sivry-Rance, Soignies, Thuin et Tournai;

2° en province du Brabant wallon : Ittre, Nivelles et Tubize;

3° en province de Namur : Andenne, Ciney, Dinant, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, Rochefort, Sambreville et Somme-Leuze;

4° en province de Liège : Amay, Awans, Baelen, Dison, Engis, Eupen, Flémalle, Grâce-Hollogne, Herstal, Huy, Liège, Lontzen, Oupeye, Saint-Georges, Saint-Nicolas, Saint-Vith, Seraing, Stavelot, Thimister-Clermont, Verlaine, Verviers, Villers-le-Bouillet, Visé, Wanze, et Welkenraedt;

5° en province de Luxembourg : Bastogne, Gouvy, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Libin, Libramont-Chevigny, Marche-en-Famenne, Neufchâteau, Sainte-Ode, Tellin et Vielsalm.

**Art. 2.** Conformément aux lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2014-2020, J.O.U.E., n° C 209/01, 23 juillet 2013, les plafonds d'intervention en zones de développement sont exprimés en équivalent subvention brut et sont établis en fonction de la taille de l'entreprise et de sa situation dans une des villes et communes visées à l'article 1<sup>er</sup>.

Ces plafonds sont les suivants :

	Grandes entreprises	Moyennes entreprises	Petites entreprises
Entreprises situées dans une des villes et communes visées à l'article 1 <sup>er</sup> , 1°, pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2014 au 31 décembre 2017	15 %	25 %	35 %
Entreprises situées dans une des villes et communes visées à l'article 1 <sup>er</sup> , 1°, à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018	10 %	20 %	30 %
Entreprises situées dans une des villes et communes visées à l'article 1 <sup>er</sup> , 2° à 5°, à partir du 1 <sup>er</sup> juillet 2014	10 %	20 %	30 %

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

**Art. 4.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 janvier 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/200574]

29. JANUAR 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 107 § 3 c) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und der gemäß den Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2014-2020

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, Artikel 3 § 1 Absatz 2;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind;

Aufgrund des am 15. Dezember 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. Dezember 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 15. Dezember 2014, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 19. Januar 2015 in Anwendung des Artikels 84, § 1 Absatz 1 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 56.948/2;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung gemäß Artikel 20 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen die Absicht hat, von ihrer allgemeinen Ausführungsbefugnis Gebrauch zu machen, auf der die Befugnis beruht, einerseits, was das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe und das Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung betrifft, Entwicklungsgebiete zu bestimmen (S. Artikel 1 vorliegenden Erlasses), und andererseits, was das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe betrifft, die Höchstbeträge für Beihilfen zu bestimmen (S. Artikel 2 des vorliegenden Erlasses);

In Erwägung der im Amtsblatt der Europäischen Union C 209/01 vom 23. Juli 2013 veröffentlichten Leitlinien für Regionalbeihilfen 2014-2020;

In Erwägung der Entscheidung der Europäischen Kommission vom 16. September 2014 zur Genehmigung der Fördergebietskarte für Belgien für den Zeitraum zwischen dem 1. Juli 2014 und dem 31. Dezember 2020;

In der Erwägung, dass die Gewährleistung der Kontinuität bei der Bewilligung der Investitionsbeihilfen mit regionaler Zielsetzung und die Stellung einer Rechtsgrundlage für die ab dem 1. Juli 2014 eingereichten Beihilfeanträge für die Rechtssicherheit entscheidend sind;

In der Erwägung, dass man bei dem Fehlen einer solchen Rechtsgrundlage davon ausgehen müsste, dass alle ab dem 1. Juli 2014 bis zur Verabschiedung des Erlasses zur Festlegung der Entwicklungsgebiete eingereichten Anträge wieder einzureichen wären;

In der Erwägung, dass der durch Artikel 6 der vorgenannten Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 verankerte Grundsatz des Anreizeffektes am Datum, an dem der Beihilfeantrag eingereicht wird, zu beurteilen ist;

In der Erwägung, dass, wenn sich herausstellen würde, dass der Antrag auf keiner Rechtsgrundlage beruht, der Anreizeffekt somit durch die antragstellenden Betriebe ggf. nicht mehr als Rechtfertigung angeführt werden könnte, wenn sie dazu verpflichtet wären, einen neuen Antrag anschließend an die spätere Verabschiedung des Erlasses, durch den ihnen eine Rechtsgrundlage gestellt wird, einzureichen;

In der Erwägung, dass ein Beihilfeantrag keinesfalls ein wohlverworfenes Rechts auf Beihilfe impliziert;

In der Erwägung, dass die neue Karte 2014-2020 sich als Fortsetzung der Karte 2007-2013 versteht, wobei die Auswahl der zulässigen Gemeinden ab den zur Zeit gedeckten Gebieten stattgefunden hat und die Politik der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung eine der vorrangigen Achsen des Marshall 2020-Plans bildet, so dass die Kohärenz zwischen diesen Maßnahmenpaketen berücksichtigt werden muss;

In der Erwägung, dass eine Aussetzung der Beihilferegelung mit regionaler Zielsetzung für die Umsetzung der Ziele dieser Maßnahmenpakete nachteilig wäre und dass alle somit Schritte zur Vermeidung dieser Aussetzung in die Wege geleitet werden müssen;

In der Erwägung, dass es angesichts der vorgehenden Bemerkungen von Bedeutung ist, dass die wallonische Regelung ab dem 1. Januar 2014 in Kraft treten kann;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die folgenden Städte und Gemeinden werden als Entwicklungsgebiete im Sinne von Artikel 107 § 3 c) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union anerkannt:

1° in der Provinz Hennegau: Aiseau-Presles, Anderlues, Antoing, Ath, Beaumont, Belœil, Bernissart, Binche, Boussu, Braine-le-Comte, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Châtelet, Chièvres, Chimay, Colfontaine, Comines-Warнетon, Courcelles, Dour, Ecaussinnes, Ellezelles, Enghien, Erquelinnes, Estaimpuis, Estinnes, Farcinnes, Fleurus, Flobecq, Fontaine-l'Évêque, Frameries, Frasnes-lez-Anvaing, Froidchapelle, Gerpinnes, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Le Rœulx, Lens, Les Bons Villers, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Lobbes, Manage, Merbes-le-Château, Momignies, Mons, Mont-de-l'Enclus, Montigny-le-Tilleul, Morlanwelz, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Pont-à-Celles, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Rumes, Saint-Ghislain, Seneffe, Sillery, Sivry-Rance, Soignies, Thuin und Tournai;

2° in der Provinz Wallonisch-Brabant: Ittre, Nivelles und Tubize;

3° in der Provinz Namur: Andenne, Ciney, Dinant, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, Rochefort, Sambreville und Somme-Leuze;

4° in der Provinz Lüttich: Amay, Awans, Baelen, Dison, Engis, Eupen, Flémalle, Grâce-Hollogne, Herstal, Huy, Liège, Lontzen, Oupeye, Saint-Georges, Saint-Nicolas, Sankt-Vith, Seraing, Stavelot, Thimister-Clermont, Verlaine, Verviers, Villers-le-Bouillet, Visé, Wanze und Welkenraedt;

5° in der Provinz Luxemburg: Bastogne, Gouvy, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Libin, Libramont-Chevigny, Marche-en-Famenne, Neufchâteau, Sainte-Ode, Tellin und Vielsalm.

**Art. 2** - Gemäß den Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2014-2020, die im Abl.E.U. C 209/01 vom 23. Juli 2013 veröffentlicht worden sind, werden die Beihilfeobergrenzen in den Entwicklungsgebieten in Bruttosubventionsäquivalenten ausgedrückt und im Verhältnis mit der Größe des Betriebs und dessen Lage in einer der in Artikel 1 erwähnten Städte und Gemeinden festgelegt.

Diese Obergrenzen sind die Folgenden:

	Großbetriebe	Mittelbetriebe	Kleinbetriebe
In einer der in Artikel 1 1° erwähnten Städte und Gemeinden gelegene Betriebe, für den Zeitraum vom 1. Juli 2014 bis 31. Dezember 2017	15%	25%	35%
In einer der in Artikel 1 1° erwähnten Städte und Gemeinden gelegene Betriebe, ab dem 1. Januar 2018	10%	20%	30%
In einer der in Artikel 1 2° bis 5° erwähnten Städte und Gemeinden gelegene Betriebe, ab dem 1. Juli 2014	10%	20%	30%

**Art. 3** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 2014 wirksam.

**Art. 4** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Januar 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

---

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/200574]

**29 JANUARI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 107, § 3, punt c, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, inzonderheid op artikel 3, § 1, tweede lid;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 december 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 december 2014;

Gelet op het verslag van 15 december opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 56.948/2 van de Raad van State, gegeven op 19 januari 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Waalse Regering het voornemen heeft om, overeenkomstig artikel 20 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, een beroep te doen op de algemene uitvoeringsbevoegdheid waarop haar bevoegdheid berust om, wat betreft het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen en het decreet van 11 maart 2014 betreffende de gewestelijke incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, enerzijds de ontwikkelingsgebieden te bepalen (zie artikel 1 van dit besluit) en, anderzijds, wat betreft het decreet van 11 maart 2014 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en het decreet van 11 maart 2014 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, de maximumsteunbedragen te bepalen (zie artikel 2 van dit besluit);

Gelet op de richtsnoeren betreffende de staatssteun met een gewestelijk doel voor de periode 2014-2020, Publicatieblad, nr. C 209/01, 23 juli 2013;

Gelet op de beslissing van de Europese Commissie nr. 16 van 16 september 2014 waarbij de regionale steunkaart voor België tussen 1 juli 2014 en 31 december 2020 wordt goedgekeurd;

Overwegende dat het fundamenteel is, na 30 juni 2014, te zorgen voor de continuïteit in de toekenning van regionale investeringssteun en een wettelijke basis te verlenen aan de steunaanvragen ingediend vanaf 1 juli 2014 om zo de rechtszekerheid te waarborgen;

Dat bij ontstentenis van zulke wettelijke basis, alle aanvragen ingediend vanaf 1 juli 2014 tot de aanneming van het besluit tot bepaling van de ontwikkelingsgebieden opnieuw zouden moeten worden ingediend;

Dat het aanmoedigende effect, bekrachtigd bij artikel 6 van voornoemde Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014, in aanmerking moet worden genomen op de datum van indiening van de steunaanvraag;

Dat als de aanvraag geen wettelijke basis zou hebben, het aanmoedigende effect dan in voorkomend geval niet meer zou kunnen worden verantwoord door de aanvraag indienende ondernemingen zodra ze een aanvraag zouden moeten indienen na de latere aanneming van het besluit waarbij er een wettelijke basis aan verleend wordt;

Dat een steunaanvraag in geen geval een verworven recht op steun inhoudt;

Dat de nieuwe kaart 2014-2020 aansluit op de kaart 2007-2013, waarbij de selectie van de in aanmerking komende gemeenten op grond van de heden gedekte gebieden werd verricht en dat het steunbeleid met een gewestelijk doel één van de krachtlijnen is van het Marshall Plan 2022, zodat de samenhang tussen die verschillende beleidskeuzes in overweging werd genomen;

Dat een opschorting van de steunregeling met een gewestelijk doel nadelig zou zijn voor de verwezenlijking van de doelstellingen van dat beleid en dat alle maatregelen ter voorkoming van die opschorting bijgevolg uitgevoerd moeten worden;

Dat het gelet op het voorgaande van belang is dat de Waalse reglementering met terugwerkend effect van toepassing is op 1 juli 2014;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De volgende steden en gemeenten worden erkend als ontwikkelingsgebieden in de zin van artikel 107, § 3, punt c, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie:

1° in de provincie Henegouwen: Aiseau-Presles, Anderlues, Antoing, Aat, Beaumont, Belœil, Bernissart, Binche, Bousu, 's-Gravenbrakel, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Châtelet, Chièvres, Chimay, Colfontaine, Komen-Waasten, Courcelles, Dour, Ecaussinnes, Elzele, Edingen, Erquennes, Estaimpuis, Estinnes, Farciennes, Fleurus, Vloesberg, Fontaine-l'Évêque, Frameries, Frasnes-lez-Anvaing, Froidchappelle, Gerpinnes, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hensies, Honnelles, Jurbeke, La Louvière, Le Rœulx, Lens, Les Bons Villers, Lessen, Leuze-en-Hainaut, Lobbes, Manage, Merbes-le-Château, Momignies, Bergen, Mont-de-l'Enclus, Montigny-le-Tilleul, Morlanwelz, Moeskroen, Pecq, Péruwelz, Pont-à-Celles, Quaregnon, Quévy, Quévrain, Rumes, Saint-Ghislain, Seneffe, Silly, Sivry-Rance, Zinnik, Thuin en Doornik;

2° in de provincie Waals-Brabant : Itter, Nijvel en Tubeke;

3° in de provincie Namen: Andenne, Ciney, Dinant, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, Rochefort, Sambreville en Somme-Leuze;

4° in de provincie Luik: Amay, Awans, Baelen, Dison, Engis, Eupen, Flémalle, Grâce-Hollogne, Herstal, Hoei, Luik, Lontzen, Oupeye, Saint-Georges, Saint-Nicolas, Sankt-Vith, Seraing, Stavelot, Thimister-Clermont, Verlaine, Verviers, Villers-le-Bouillet, Wezet, Wanze, en Welkenraedt;

5° in de provincie Luxemburg: Bastenaken, Gouvy, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Libin, Libramont-Chevigny, Marche-en-Famenne, Neufchâteau, Sainte-Ode, Tellin en Vielsalm.

**Art. 2.** Overeenkomstig de richtsnoeren betreffende de staatssteun met een gewestelijk doel voor de periode 2014-2020, Publicatieblad, nr. C 209/01, 23 juli 2013, worden de maximumbedragen in ontwikkelingsgebieden uitgedrukt in bruto-subsidie-equivalent en worden ze bepaald in functie van de omvang van de onderneming en de ligging ervan in één van de steden en gemeenten bedoeld in artikel 1.

Volgende maximumbedragen zijn van toepassing :

	Grote ondernemingen	Middelgrote ondernemingen	Kleine ondernemingen
Ondernemingen gelegen in één van de steden en gemeenten bedoeld in artikel 1, 1°, voor de periode van 1 juli 2014 tot 31 december 2017	15 %	25 %	35 %
Ondernemingen gelegen in één van de steden en gemeenten bedoeld in artikel 1, 1°, voor de periode vanaf 1 januari 2018	10 %	20 %	30 %
Ond <sup>er</sup> nemingen gelegen in één van de steden en gemeenten bedoeld in artikel 1, 2°, vanaf 1 januari 2014	10 %	20 %	30 %

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 juli 2014.

**Art. 4.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 januari 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J.-C. MARCOURT